

Grèce : l'Union européenne, la BCE et le FMI préparent le pillage du patrimoine du peuple grec



Caricature tirée d'un journal grec : le Premier ministre Papandreou brandit une corde pour se pendre dont le nœud est formé des 12 étoiles de l'Union européenne.

Samedi 12 février, le gouvernement socialiste grec a jugé « *inacceptable la conduite* » du Fonds Monétaire International (FMI, dirigé par le « socialiste » Strauss-Kahn), de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne. Ces trois institutions (totalement non démocratiques) n'ont en effet accepté, vendredi 11 février, de verser la quatrième tranche d'un prêt accordé en mai 2010 par la zone euro et le FMI que sous des conditions de plus en plus spoliatrices pour la Grèce.

Elles ont versé ce prêt en déclarant que les très gros efforts budgétaires déjà réalisés par le gouvernement grec n'étaient pas encore suffisants et qu'il fallait désormais passer à une « *accélération significative* » et à un « *élargissement* » des « *réformes structurelles* ».

L'annonce qui a le plus scandalisé les Grecs concerne la révision à la hausse de l'objectif de privatisations souhaité par la « *troïka* » FMI-UE-BCE : 50 milliards d'euros d'ici à 2015, au lieu de 7 milliards sur trois ans initialement annoncés.

LE GOUVERNEMENT GREC : « NOUS NE NÉGOCIERONS LES LIMITES DE NOTRE DIGNITÉ AVEC PERSONNE »

Dans un premier temps, le ministère grec des Finances a diffusé un document informel semblant avaliser la création d'un portefeuille d'actifs promis à une privatisation et pouvant rapporter « au moins 50 milliards d'euros ». Mais samedi, le gouvernement a fait volte-face et fait réagir son porte-parole, George Petalotis.

« Nous sommes dans le besoin, mais nous avons aussi des limites (...) Nous ne négocierons les limites de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
notre dignité avec personne. Nous prenons des ordres seulement auprès du peuple grec », a déclaré M. Petalotis, en soulignant notamment qu'aucune terre appartenant à l'Etat ne serait vendue.

Tandis que la presse grecque, y compris celle proche des socialistes au pouvoir, se déchaînait, le Premier ministre George Papandreou a fait savoir qu'il s'était plaint personnellement auprès du FMI et de la Commission européenne.

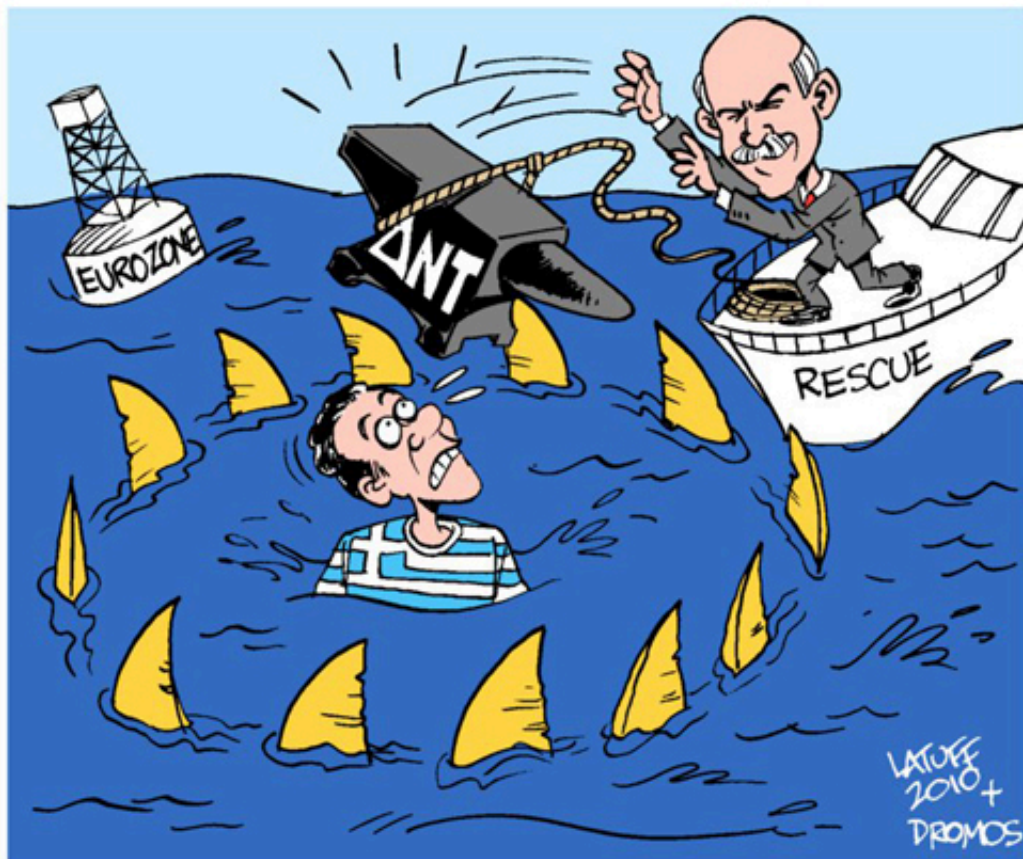


La police grecque lancée contre les manifestants (au fond, un graffiti en anglais : "IMF GET OUT" = "FMI DEHORS !").

LA COMMISSION EUROPÉENNE ET LE FMI VEULENT FORCER LA GRÈCE À VENDRE DES PLAGES ET L'ANCIEN AÉROPORT D'ATHÈNES À DES SOCIÉTÉS PRIVÉES

De son côté, le représentant de la Commission européenne Servaas Deroose a alimenté la fureur grecque en proposant dans le quotidien To Vilma, de « **vendre les plages pour développer le tourisme et le marché des propriétés touristiques** ». « **La Grèce pourrait facilement lever cinq milliards d'euros en vendant l'ancien aéroport d'Athènes, situé dans une zone côtière lucrative** », a-t-il suggéré dans une autre interview à Proto Thema, préconisant la vente de terrains, d'aéroports régionaux et de ports pour un bénéfice de 35 milliards d'euros.

Le chef de la mission du FMI Poul Thomsen y est allé lui aussi de ses encouragements à « *vendre des terrains, y compris l'ancien aéroport* » d'Athènes. « *Nous sommes à un point crucial où nous avons besoin d'une accélération des réformes* », a encore déclaré M. Thomsen, cité par le quotidien Kathimerini.



Caricature grecque : alors qu'un Grec, en train de se noyer, est entouré du drapeau européen en forme de 12 ailerons de requins d'or qui s'appêtent à le dévorer, le Premier ministre Papandreou lui lance une enclume au lieu d'une bouée de secours.

A ce rythme, on se demande combien de semaines il reste encore avant que la Commission européenne exige du gouvernement grec qu'elle privatise le Parthénon ou l'Île de Santorin. Nul doute que les « réformes indispensables » consisteront à les vendre à JP Morgan ou Goldman Sachs pour en faire des lieux de villégiature, évidemment fermés au public, et réaménagés en penthouses avec jacuzzis pour quelques banquiers américains ou golden boys de la City londonienne.

CONCLUSION : IL EST DE PLUS EN PLUS URGENT DE SORTIR DE L'EURO ET DE L'UE

Il faut ne se faire aucune illusion : la Grèce n'est nullement un cas isolé. Le Portugal, l'Italie, l'Espagne, mais aussi la France et d'autres, sont aussi au programme du pillage en règle des patrimoines publics, un pillage organisé par l'UE, la BCE et le FMI au profit d'une petite oligarchie financière.

Il suffit de songer au scandale de l'adoption très récente de la loi NOME en France : le seul objectif de cette loi est de priver les Français de la rente d'EDF pour l'offrir sur un plateau à des établissements bancaires prédateurs étrangers (de type JP Morgan ou Goldman Sachs, déjà autorisés à intervenir sur le marché du gaz français) .

Chaque mois qui passe dévoile ainsi un peu plus la monstruosité du véritable projet de domination et de pillage qui se cache, depuis 1950, sous l'aimable vocable de « construction européenne ».

Non seulement l'Union européenne et l'euro nous apportent la baisse du niveau de vie, la dictature politique, et la mise sous tutelle étrangère, mais les mots truqués de la « langue de bois » européiste révèlent peu à peu leur véritable signification.

Les « indispensables réformes de structure » sont une expression d'un cynisme effroyable. Cette

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
expression ne désigne rien d'autre que l'organisation d'un pillage généralisé des patrimoines publics au profit d'une oligarchie bancaire qui ne tire son pouvoir que de l'émission d'une monnaie de singe et de la mainmise sur l'ensemble des médias de masse.

Les Grecs seraient bien inspirés de décider, eux aussi, de sortir de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN, comme le propose l'UPR depuis bientôt 4 ans.

François ASSELINEAU



Manifestants grecs brûlant le drapeau européen. Se mobiliser pour mettre en œuvre l'article 50 du TUE pour faire sortir la Grèce de l'UE - comme l'UPR le propose pour la France - serait beaucoup plus efficace que ces manifestations poignantes de désespoir et d'impuissance.